

MOTION D'ACTUALITE POLITIQUE

**Si un gouvernement des patrons et des riches continue à nous chercher...
... il nous trouvera!**

1. Cela fait pratiquement 2 mois, à peine 60 jours, que le gouvernement fédéral du premier ministre Michel et de son premier ministre de l'ombre De Wever est en place. Deux mois au cours desquels l'ensemble du monde du travail et plus globalement toutes les générations (jeunes et pensionnés compris), les femmes, les associations, la culture et l'environnement sont victimes de constantes agressions. Hormis les patrons et les super riches, **personne n'est épargné**.
2. Ce gouvernement à la solde des patrons ressort les vieilles recettes utilisées dans les années 80. Le point de départ de ces mesures dépassées est de faire croire à la population que quand les patrons vont mieux, quand les actionnaires vont mieux, quand les millionnaires vont mieux... l'économie se porte mieux. Et pour aider tous ces gens à aller mieux, il faudrait leur faire des cadeaux. Pour trouver les moyens de tels cadeaux, tout doit passer à la moulinette libérale : travailler plus pour gagner moins, gel des salaires, saut d'index, affaiblissement de la sécurité sociale, exclusion de chômeurs, économies dans les services publics, allongement des carrières et la liste ne s'arrête pas là. Bref, le projet du gouvernement Michel - De Wever, ce sont les cadeaux pour les plus riches et l'austérité pour les travailleurs. Cette politique a déjà fait les preuves de son échec partout où elle a été menée. Même l'OCDE reconnaît les conséquences néfastes de telles mesures. Cette politique-là augmente le chômage, la pauvreté et les inégalités. Plus que jamais, il est urgent d'inverser la tendance.
Les attaques de nos gouvernants constituent une agression économique et sociale. Mais plus encore, il s'agit aussi d'une agression contre la démocratie. Le droit de grève est remis en cause, il est question d'une personnalité juridique pour les syndicats, de la mise sur pied d'une agence nationale de sécurité et de recourir à l'armée pour le maintien de l'ordre dans les rues du pays. Les syndicats et les associations ne sont consultés que pour la forme. 120.000 personnes défilent dans les rues de Bruxelles et le gouvernement continue de rester sourd. Hormis les patrons et les super riches, **personne n'est écouté**.



3. En réaction aux politiques d'austérité, le front commun syndical FGTB - CSC - CGSLB a mis sur pied une riposte construite autour d'un cahier de revendications et d'un plan d'actions interprofessionnels à la hauteur de l'attaque.

Un cahier de revendications claires:

- Pas de saut d'index.
- La liberté de négocier des augmentations de salaires car ce sont des bouffées d'oxygène pour les travailleurs et pour l'économie.
- Pas d'âge de la retraite à 67 ans et le maintien des mécanismes de prépensions (dès 55 ans) et de retraites anticipées (dès 60 ans).
- Une fiscalité qui fasse enfin payer les multinationales, les grosses fortunes et où les revenus du capital sont taxés de la même façon que ceux du travail.
- Le maintien et le renforcement de notre sécurité sociale.
- La défense des services publics et du statut des travailleurs de ce secteur.
- Une véritable politique de relance avec notamment un soutien financier à l'économie, aux investissements publics dans les services à la population et aux grands travaux publics. Des incitants financiers (TVA) sont également nécessaires pour les travaux de rénovations écologiques. Tout ceci doit se traduire par des créations d'emplois et par une augmentation du pouvoir d'achat de la population.
- Une défense des droits syndicaux avec en particulier le refus de toute forme de limitation du droit de grève.

Un plan d'actions mobilisateur :

- Fédéral
- Interprofessionnel
- En front commun
- Par étapes

4. Ce cahier de revendications et ce plan d'actions ont donné confiance à de très nombreux travailleurs. La Centrale Générale - FGTB tient à remercier l'ensemble de ses militants et collaborateurs qui ont permis la réussite des assemblées d'information, des actions de sensibilisation, des manifestations et des grèves qui se sont tenues jusqu'à présent. Il y a longtemps que le mouvement syndical n'avait pas connu une telle détermination et une telle mobilisation de ses délégués et affiliés. La cohésion unanime de la FGTB fédérale avec toutes ses centrales, interrégionales et régionales ainsi que l'unité du front commun syndical, de la base au sommet, ont fortement contribué à la réussite du plan d'actions. La prochaine grève générale du 15 décembre 2014 sera certainement elle aussi un très grand succès de mobilisation.



5. En réaction aux politiques d'austérité, de nombreuses associations se sont élevées. En Flandre, la coalition «Hart boven Hard» regroupe près de 1000 associations et des milliers de citoyens. Du côté francophone, une association similaire vient de voir le jour sous le nom de « Tout Autre Chose ». Toutes deux soulignent l'importance de changer de logique et de développer de nouvelles solutions. Des solutions basées sur la juste redistribution des richesses produites (via les salaires et une fiscalité équitable) et basées sur la solidarité.
Pour la Centrale Générale - FGTB, ces initiatives sont très importantes pour la réussite du mouvement social. Elles permettent de jeter des ponts entre tous les foyers de résistance et de faire grandir l'espoir.
6. La Centrale Générale - FGTB, réunie en congrès, met en garde les gouvernements qui mèneraient des politiques d'austérité dans ce pays. S'ils restent sourds à la voix de ceux d'en bas, les travailleurs intensifieront la résistance en s'appuyant sur l'ensemble des points forts de la lutte entamée (cahier de revendications interprofessionnelles, plan d'actions et lien avec les mouvements associatifs et citoyens).
7. De la même façon, nous appelons les employeurs à arrêter de soutenir, à travers leurs fédérations patronales, des mesures gouvernementales injustes, déséquilibrées et inefficaces. Dans ces conditions, la paix sociale ne peut pas être garantie. Ni au niveau interprofessionnel, sectoriel ou des entreprises. Il faut retourner à une vraie concertation sociale, sans carcan imposé par le gouvernement. Dans les conditions actuelles, la concertation sociale est tout simplement impossible dans les secteurs.
8. L'opinion publique pèse sur le débat politique. Il est impossible d'accepter de devoir travailler jusqu'à 67 ans ou de prolonger les carrières. Certainement pas pour les métiers lourds et/ou pénibles. Il est inacceptable de diminuer les revenus des gens, qu'ils soient travailleurs ou allocataires sociaux, ou de faire culpabiliser les chômeurs, les malades ou les prépensionnés. Il est incroyable que ceux qui ont de l'argent en suffisance échappent à l'impôt et ne contribuent pas à la hauteur de leurs revenus. C'est là l'enjeu du débat public sur le tax-shift.
9. Sur base de ces constats, la Centrale Générale - FGTB décide de continuer les actions et donne mandat aux instances de la Centrale Générale - FGTB et de la FGTB fédérale pour élaborer un plan d'actions au-delà du 15 décembre 2014. Dans les jours à venir, elle élaborera avec toutes les centrales et régionales de la FGTB et en concertation avec le front commun syndical, une stratégie fédérale et interprofessionnelle ainsi qu'une suite aux actions de mobilisation et de grève. Le but est de faire reculer le gouvernement et d'obliger les patrons, tant au niveau interprofessionnel qu'au niveau des secteurs et des entreprises, à se remettre à la table de la concertation sociale sur base des revendications syndicales.



10. En attendant nous donnons les rendez-vous suivants :

- Tous aux piquets de grève ce lundi 15 décembre 2014
- Faisons entendre notre voix dans et autour du Parlement lors des votes des lois antisociales prévus le 17 et 18 décembre
- Soutenons les actions de protestation contre l'austérité européenne lors du sommet européen du 19 décembre
- Participons aux nouvelles actions de sensibilisation, de résistance, de manifestation et de grève en janvier-février et mars 2015.

L'automne social a été chaud, l'hiver social sera tout aussi rude !

